

SIVENS, NOTRE DAME DES LANDES

ET AUTRES GRANDS PROJETS INUTILES ET IMPOSES

LA FRACTURE DEMOCRATIQUE

**Vendredi 23 janvier 2015,
à partir de 19h**

Au Café Le BALLON ROUGE
17, rue Abel GANCE PARIS 13^e
(M^o Quai de la Gare)

à l'invitation

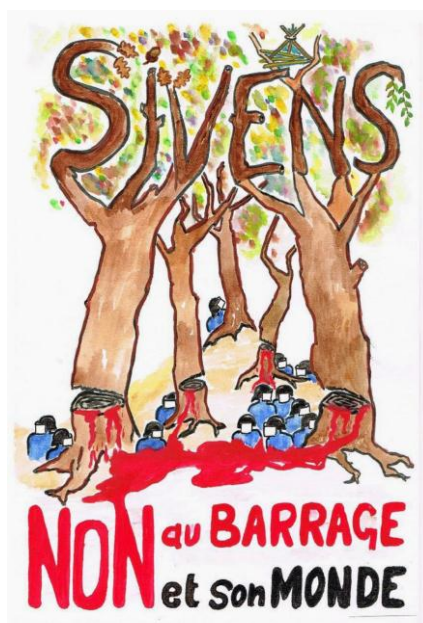
du Collectif Paris 5^e-13^e contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes

Ben LEFETÉY, opposant au barrage de Sivens,

et **JOEL**, membre du Collectif Île-de-France de soutien à NDDL,

expliqueront

- Comment des projets qui nuisent à l'environnement peuvent être imposés au mépris de la volonté des citoyens et citoyennes.
- Comment le manque de démocratie et la violence institutionnelle ont pu aboutir à la mort d'un manifestant.
- Comment les citoyen-ne-s s'organisent face aux tentatives de passage en force.



Initiative soutenue par : Les Alternatifs 5e-13e, Alternative Libertaire Paris Sud, Consom'Solidaire, EELV 13e, Ensemble 5^e-13^e, NPA 13e, Parti de Gauche 5^e-6^e-7^e et Parti de Gauche 13e, Union Locale Solidaires 5e-13^e, les Amis de la Confédération Paysanne IDF et de nombreux/ses autres habitant-e-s mobilisé-e-s.

Aéroport de Notre-Dame-des-Landes, barrage de Sivens, ferme des mille vaches, Center Park de Roybon, Europa City à Gonesse, Tour Triangle à Paris...

On ne compte plus, aujourd'hui, les **grands projets qui, sous prétexte de création d'emploi (en fait souvent précaires et mal payés), dégradent notre environnement**, notamment en bétonnant des terres agricoles ou des zones humides, ou en créant des structures énergivores. De plus, ces projets sont soutenus par un financement public important, alors qu'ils ne profitent qu'à des entreprises privées.

Ces projets ont pour autre point commun d'être **imposés, à grand renfort d'expertises douteuses**, par quelques élus peu enclins à la concertation démocratique. Ainsi, les études d'impact environnemental du barrage de Sivens ont été établies par les maîtres d'ouvrage chargés de la construction du barrage ! De plus, les promoteurs de ces projets font accélérer les travaux pour créer des faits accomplis avant même la fin des procédures réglementaires et juridiques. Les opposants sont donc contraints d'adopter des formes de contestation radicales, comme **la formation de « ZAD »** (« zones à défendre ») pour bloquer les chantiers, stratégie qui fut couronnée de succès dans les années 1970 lors de la lutte du Larzac, par exemple.

Mais là encore, **les autorités tentent de passer en force** en faisant déloger *manu militari* les opposants (comme lors de l'« opération César » de NDDL) ou en autorisant les forces de l'ordre à utiliser des types d'armes (flashball, grenades offensives) qui violent le droit fondamental de manifester son opinion sans être mis en danger, et alimentent un climat de panique. **La mort du militant écologiste Rémi Fraisse**, touché par une grenade offensive la nuit du 25 octobre dernier sur le site de Sivens, a bien montré que cette stratégie peut mener au pire, rappelant ce qui s'est passé lorsque la police avait tué un manifestant, Vital Michalon, en 1977 à Creys-Malville, dans des circonstances semblables.

En présence d'un opposant au barrage de Sivens et d'un militant engagé contre les violences policières, nous débattons le 23 janvier prochain de **l'aspect « imposé » des grands projets inutiles.**



Au Café Le BALLON ROUGE 17, rue Abel GANCE PARIS 13^e (M^o Quai de la Gare)